

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 66

p.a.f. 0,60 € - novembre 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Aux Etats-Unis comme ici : Les travailleurs ont besoin de leur propre parti !

Dans ce numéro:

CETA : la démagogie nationaliste du gouvernement wallon

*Il y a 20 ans :
la marche blanche... après 5 jours de débrayages*

*Budget :
Le gouvernement poursuit sa guerre sociale contre les travailleurs*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Maroc : une mort révoltante

Le 28 octobre, la police d'Al Hoceïma, une ville du nord du Maroc, a confisqué la marchandise non conforme du jeune poissonnier Mouhcine Fikri et l'a jetée dans un camion-poubelle. Le jeune vendeur de poisson a essayé de la récupérer mais il s'est fait happer par la benne et est mort écrasé.

Ce drame a déclenché une vague d'indignation dans le pays car sa mort est significative du mépris de la police envers les pauvres : alors que la corruption des riches est générale, la loi ne s'applique durement qu'aux pauvres, et la police abuse de ses pouvoirs... Les manifestants ont défilé au cri de "Nous sommes tous Mouhcine Fikri".



Dans la manifestation de Rabat : "Broie-le" et "Bienvenue à la COP22, ici, nous broyons les gens".

La mort de ce jeune rappelle celle de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur ambulancier tunisien qui s'était immolé par le feu suite à la confiscation de ses marchandises par la police, en 2010. Ça avait été le déclencheur de la vague de révoltes du printemps arabe. Cela pourrait recommencer au Maroc !

Non aux violences faites aux femmes !

Le 19 octobre des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont manifesté en Argentine et dans toute l'Amérique latine pour dénoncer les féminicides, les meurtres de femmes. Une heure de grève des femmes avait aussi lieu dans la journée. Cette mobilisation fait suite au viol et à l'assassinat d'une jeune femme de 16 ans. Les meurtres de femmes sont en hausse en Argentine où des centaines d'entre elles meurent chaque année, tuées sous les coups ou suite à une agression sexuelle.

Comme le dit une des associations organisatrices de la mobilisation : « Derrière la hausse et la cruauté de la violence contre les femmes, il y a une question économique. Le manque d'autonomie des femmes nous laisse sans défense à l'heure de dire non et nous transforme en cibles faciles et corps "pas chers" pour les trafiquants en tout genre. »

Cela est vrai en Argentine, mais aussi ailleurs, et ces mobilisations sont un encouragement pour toutes celles qui luttent pour leur vie et leur dignité.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Les travailleurs ont besoin de leur propre parti !

Ce 8 novembre, les électeurs américains élisent les délégués qui éliront le nouveau président des Etats-Unis. Mais quel que soit le nouveau président américain choisi, il ne sera le président que d'une petite minorité d'Américains, la bourgeoisie la plus riche.

Les deux candidats sont en effet deux représentants confirmés de la classe possédante américaine: un patron milliardaire xénophobe, misogyne, connu pour sa phrase fétiche « vous êtes virés » et Hillary Clinton qui a derrière elle une longue carrière politicienne au cours de laquelle elle a pu prouver maintes fois sa loyauté à la bourgeoisie.

Par exemple, c'est avec son soutien que les banquiers ont largement été renfloués depuis 2008 par l'État fédéral. Elle a également soutenu les guerres menées pour préserver les intérêts des entreprises américaines, comme en Irak en 2003. Avant d'être sénatrice, puis ministre du gouvernement Obama, Hillary Clinton a aussi été membre du conseil d'administration chez WalMart de 1986 à 1992, cette chaîne de supermarchés connue pour ses méthodes radicales afin d'empêcher l'implantation de syndicats dans l'entreprise.

Il y a huit ans, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama avait suscité de vastes espoirs. Les Noirs espéraient que son élection mette un terme à la longue histoire de racisme et de ségrégation qu'ils subissent aux États-Unis. Aujourd'hui, les Noirs continuent de largement peupler les prisons américaines et d'être tués par des policiers que la justice n'inquiète quasiment jamais. De façon plus générale, les classes populaires espéraient une rupture avec les années Bush. Mais, tandis que les banques ont été renflouées après le krach de 2008, l'ensemble des classes populaires a payé un lourd tribut à la crise, et les inégalités sont encore plus criantes aujourd'hui qu'il y a huit ans.

Pour la bourgeoisie américaine, le système politique est bien rodé. Deux grands partis se succèdent aux affaires en menant quasiment la même politique favorable aux seuls riches

actionnaires. Les grandes entreprises versent d'ailleurs leur obole de chaque côté, pour ménager l'avenir.

L'argument principal de la candidate démocrate contre Trump est de dénoncer son manque de compétence et qu'il serait capable de déclencher une guerre par ignorance. La grossièreté de ce personnage est en effet répugnante.

Mais Clinton pourrait très bien être celle qui déclenchera une prochaine guerre. Car sur ce point aussi, ce n'est pas la personnalité du locataire de la Maison blanche qui est déterminante, mais plutôt les intérêts des grands groupes capitalistes et de leur mainmise sur les matières premières des pays du Tiers monde et le contrôle des marchés internationaux.

Obama avait été élu en promettant de rompre avec les interventions militaires. Huit ans après, rien n'a changé. La guerre d'Irak s'est étendue à la Syrie, il y a toujours autant de soldats américains déployés dans le monde et le budget militaire américain n'a cessé de croître pour atteindre près de 600 milliards de dollars aujourd'hui, l'équivalent de la production annuelle de la Belgique (PIB).

Ce qui manque là-bas à la classe ouvrière, réduite à ce faux choix entre deux partis qui se disputent le pouvoir et le droit de l'opprimer, c'est aussi ce qui manque ici : un parti qui défende vraiment ses intérêts de classe. Un parti qui ne propose pas aux travailleurs de se résigner devant les exigences de ses exploiters, mais au contraire de contester leur pouvoir sur la société. Un tel parti ne naîtra pas des paroles d'un démagogue mais des luttes menées par les travailleurs eux-mêmes.

Les travailleurs américains ont une longue histoire de luttes, marquée par les grandes grèves des années 1930 et les révoltes des années 1960, parmi les Noirs en particulier. Que les travailleurs puissent retrouver le chemin des luttes et bâtir un parti qui défende leurs intérêts, c'est ce qu'il faut souhaiter. Aux Etats-Unis comme ici.

Le gouvernement continue sa guerre sociale contre les travailleurs.

Le 15 octobre, le gouvernement est sorti de son « conclave budgétaire » avec une panoplie d'attaques contre le monde du travail, dont voici quelques-unes :

S'attaquer aux malades pour soigner les actionnaires

Suppression de 4 000 lits d'hôpitaux, fermeture de services hospitaliers, diminution du recours à l'imagerie médicale et aux analyses des laboratoires, baisse de remboursement des antibiotiques : les 902 millions € d'économies dans les soins de santé décidés par le gouvernement fédéral pour 2017 s'ajoutent aux 2 milliards d'euros d'économies déjà réalisées depuis 2014.

Ces mesures vont rendre plus difficile l'accès aux soins pour la population et provoquer des suppressions de postes, si ce n'est des licenciements dans les hôpitaux. Elles sont la conséquence concrète des baisses de cotisations patronales qui ont permis aux entreprises d'augmenter leurs profits.



Faire des économies sur le dos des malades de longue durée

Parmi les mesures d'économies sur les soins de santé, il y a aussi la remise au travail de malades de « longue durée ». Après quelques semaines d'absence, le travailleur malade recevra un questionnaire obligatoire à remettre aux médecins de l'Inami pour « évaluer les chances de retour au travail ». Au cas où le malade refuserait le retour au travail proposé, des sanctions, sous forme de baisse de l'indemnité maladie, sont également prévues.

Des économies ignobles sur le dos des malades !

Travailler plus pour gagner moins

Le projet de la Loi Peeters sur l'annualisation du temps de travail a été officiellement dévoilé par le premier ministre. La durée hebdomadaire de 38 heures ne serait plus qu'une limite annuelle, les employeurs étant libres d'imposer à leur guise des journées de 9 heures, des semaines de 45 heures selon leurs besoins. Sous certaines conditions, ces limites pourront même être relevées à 11 heures par jour et 50 heures par semaine.

C'est aux travers des luttes pour limiter la durée du travail que les travailleurs avaient appris à s'unir au 19^e siècle. Et manifestement, les intérimaires, les CDD, les sous-traitants, les CDI du 21^e siècle auront à suivre le même chemin.

Baliser des nouvelles baisses de salaire

Le gouvernement a revu la Loi sur la Compétitivité qui limite les augmentations de salaires. Cette loi fixe un plafond aux augmentations salariales en fonction des évolutions des salaires dans les pays voisins, ce qui fournit aux patrons un prétexte légal pour « proposer » des augmentations de 0,5 à 2% maximum.

Les modifications de cette loi visent à permettre aux représentants patronaux de chercher de nouveaux prétextes pour s'opposer aux augmentations, en leur laissant encore plus de latitude pour trouver la comparaison qui les avantage.

Le mécanisme pour limiter leurs profits et augmenter nos salaires? Lutter ensemble bien sûr !

Fournir de la chair fraîche à exploiter

Parmi les mauvaises nouvelles du gouvernement, il y a les « starters jobs ». Les patrons pourront payer les jeunes de 16 à 21 ans 20% de moins que les autres, sous prétexte de les encourager à embaucher des jeunes. La diminution du salaire ne se fera peut-être que sur le brut et non le net, mais dans tous les cas, c'est un cadeau de plus aux patrons qui coutera cher à tous les travailleurs. C'est inacceptable !

Ce n'était pas moi, c'était les Flamands

« Pourtant, les mesures d'économies, vous connaissez ! ». Interviewée au JT de la Rtb, Laurette Onkelinx s'est vu opposer ses grandes tirades actuelles sur les bancs de l'opposition à ses choix en tant que ministre : « 3 000 suppressions d'emplois dans l'enseignement francophone en 1995, un petit Carterpillar » lui a lancé le journaliste.

Le sourire vissé aux oreilles, Onkelinx s'est réfugiée derrière sa parade favorite : C'était la faute aux Flamands. Ils nous ont mis dans une situation où la Communauté française n'avait pas le choix. Ben voyons... Si « les Flamands » n'existaient pas, le PS serait à la tête du combat social... ou Onkelinx devrait trouver un autre prétexte.

La mariée est belle, mais ses chaussures usées

Il est encore et à nouveau question d'un rapprochement entre BPost et PostNL. L'occasion pour certains de vanter le « succès belge » que serait BPost.

Succès pour les actionnaires certainement. Entre 2013 et 2015, les dividendes ont augmenté de 14%. Mais pour les travailleurs ? Rien que ces 6 dernières années, 4350 emplois ont disparus chez Bpost. Les nouveaux facteurs « low-cost » ne gagnent pas plus de 1200 euros par mois et pour tous, la charge de travail a augmenté de façon considérable.

Leurs réussites se font toujours sur notre dos !

Mauvaise Cible...

Les organisations syndicales de la FN à Herstal mènent des actions pour protester contre « le manque de productivité des ateliers » à Herstal « alors que les carnets de commande sont pleins ».

Mais en faisant croire aux intérimaires, aux CDD, aux futurs pensionnés et prépensionnés et même aux CDI que leur avenir serait mieux protégé si l'armée saoudienne tuait au Yémen avec des armes assemblées à Herstal plutôt qu'en Caroline du Sud, les syndicats désarment moralement les travailleurs.

C'est la conscience d'appartenir à une même classe sociale, qui a les mêmes intérêts aux USA qu'en Belgique ou en Arabie, qui peut donner aux travailleurs la force d'affronter la coalition des patrons et des gouvernements.

Il faut interdire les licenciements !

En un trimestre, ING a engrangé un bénéfice net de 1,35 milliards d'euros, une augmentation de 27% par rapport à la même période en 2015. Soit l'équivalent de 3 années de salaires, charges comprises, pour les 7000 employés dont les postes sont menacés par la restructuration.

Un mois de profit pour les actionnaires équivaut à un an de salaire pour 7000 travailleurs.

Qui doit faire « des sacrifices » ?



S N C B

Toujours plus avec toujours moins ?

Le nouveau plan de transport de la SNCB qui prend effet fin 2017, vient d'être adopté par le conseil d'administration de la SNCB. Avec un nombre de cheminots réduits de 16,4% entre 2014 et 2020 (3377 emplois supprimés) et des moyens publics qui diminuent d'un demi-milliard d'euros par an, la SNCB prétend augmenter l'offre de trains de 4,9%.

Dans les calculs de ces magiciens de la rentabilité, les cheminots tiennent lieu de variables sur lesquels on peut augmenter la pression à volonté. Ils n'oublient qu'une chose : ce sont les cheminots, et non pas les administrateurs ou d'éventuels futurs actionnaires, qui font rouler les trains...

Libéral contre Liberté

Alors que le ministre des transports planifie l'augmentation de la charge de travail des conducteurs de train pour les prochaines années... une nouvelle loi parue au Moniteur début septembre exclut de fait les « petits » syndicats du personnel roulant de la possibilité de déposer un préavis de grève.

Le libéral Bellot préfère apparemment confier le monopole du droit de grève aux organisations syndicales sur lesquelles il peut plus facilement faire pression, ne fut-ce qu'à travers les postes de permanents financés par la SNCB.



C'est papy qui conduit

Le gouvernement compte aussi faire des économies en s'attaquant au régime de retraite des conducteurs et accompagnateurs de trains. De 55 ans aujourd'hui, l'âge de départ doit être porté à 57 ans en 2018 et progressivement relevé à 63 ans en 2030.

Et le prochain accident de train qui sera causé par le manque de concentration d'un conducteur de train sexagénaire qui roule depuis 9 heures, ils vont nous l'expliquer par une « erreur humaine » ?

La Belgique, paradis pour le capital...

Le 30 octobre, devant des représentants de grandes entreprises asiatiques, Charles Michel, en mission en Chine, a vanté les atouts de la Belgique pour les capitalistes : intérêts notionnels, pas de taxe sur les plus-values boursières, nombreuses niches fiscales...

Par contre les travailleurs y sont parmi les plus taxés d'Europe. C'est logique, il faut bien que quelqu'un paye les écoles, les routes, et toutes les infrastructures nécessaires. C'est logique, mais ni juste, ni acceptable !

... et enfer pour les réfugiés

Pendant que les capitalistes de toutes origines se font courtiser par le gouvernement pour s'installer en Belgique, les réfugiés voient se dresser toujours plus d'obstacles devant eux. Ainsi, le secrétaire d'Etat à l'Asile, Theo Francken, refuse depuis des semaines un visa à une famille syrienne d'Alep, et cela malgré une condamnation de cette décision par un tribunal, et le fait qu'une famille namuroise est prête à accueillir ces personnes chez elle.

Francken se dit guidé par le seul souci de ne pas se montrer trop « accueillant » et d'ainsi attirer d'autres demandeurs d'asile. Et d'agiter le risque d'un « nouveau chaos de l'asile » que l'octroi de ce visa pourrait entraîner.

En réalité, ce sont les milliards d'impôts non payés par des grandes entreprises ultra-bénéficiaires grâce aux intérêts notionnels qui font que l'État n'a pas assez d'argent, ce ne sont pas les réfugiés qui coûtent cher.

Et qui crée le chaos ? Les guerres pour enrichir les actionnaires des grandes entreprises ou ceux qui fuient les bombes et la misère ?



Ceta pas bien...

Les braves Gaulois du parlement wallon ont cessé leur vacarme de commedia dell'arte autour du Ceta et ont signé le traité de libre-échange avec le Canada.

Comme à la sortie du théâtre, les intrigues sont commentées : le Commissaire européen Oettinger doit-il démissionner après avoir accusé Magnette et Antoine d'être les otages du PTB ? Les vaches wallonnes feront-elles passer des contrôles anti-dopage à leur concurrentes canadiennes ? Etc.

Pendant ce temps, les licenciements continuent et les gouvernements wallon, flamand, bruxellois et belge continuent leurs attaques contre les masses laborieuses.

Pour les en empêcher, les travailleurs devront s'inviter sur la scène.

Mobilisation éclair pour sauver Louabatou

Fin octobre, Louabatou, jeune étudiante guinéenne de Mons, avait répondu à une convocation de l'Office des étrangers, officiellement « en vue de régulariser sa situation ». La jeune Guinéenne, excisée à 15 ans et mariée de force dans son pays d'origine à un homme de 60, avait réussi à s'enfuir et à demander l'asile en Belgique. Agée aujourd'hui de 21 ans, elle poursuit des études à l'Institut Condorcet à Mons.

Mais la convocation à l'Office des étrangers s'est révélée être un piège. Arrêtée dans les locaux même de l'Office, elle a directement été envoyée vers le centre fermé de Zaventem en vue de son expulsion.

Alertés par sa famille d'accueil, ses amis et de nombreux étudiants de l'Institut Condorcet, de l'Université de Mons et de la faculté de Warocqué, se sont retrouvés le 26 octobre pour « une marche silencieuse » en faveur de Louabatou. 200 personnes, pas vraiment silencieuses, ont porté une pétition de 8 500 signatures demandant la libération de Louabatou au bourgmestre de Mons, Elio Di Rupo.

Le 28 octobre, sur base d'un courrier favorable du bourgmestre de Mons, et d'un engagement financier de sa famille d'accueil, Louabatou a été libérée et a reçu un titre de séjour provisoire lui permettant de « poursuivre ses études ».

La réussite de cette mobilisation, qui a provisoirement sauvé la jeune fille, révèle une fois de plus le fossé entre l'humanité et la solidarité de larges fractions de la population et les pratiques honteuses de l'Etat envers les réfugiés.



Magnette en croisade contre les multinationales ou pour son image ?

Une démagogie nationaliste dangereuse pour les travailleurs

Une grande partie du monde ignorait où se trouve Namur et qu'il existe un gouvernement wallon ? On le sait maintenant. C'est la ville où Paul Magnette, le ministre-président PS de ce village gaulois, a fait pleurer la ministre canadienne du commerce extérieur. Ce vaillant défenseur de la démocratie empêcherait le gouvernement fédéral de Charles Michel de signer un traité commercial avec le Canada, bloquant ainsi son application pour toute l'Europe !

Ces gesticulations du gouvernement wallon et de son ministre-président n'empêcheront cependant pas le CETA (accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada) d'être signé, la semaine prochaine ou dans un an, sous ce nom ou sous un autre.

Comme tous les accords entre États, le CETA et son grand frère le TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, avec les Etats-Unis celui-là), ne contiennent rien de bon pour les travailleurs. Les règles qu'ils mettent en place pour réguler un peu la concurrence entre capitalistes servent bien sûr les intérêts des plus forts au détriment des plus faibles, et toujours au détriment des travailleurs.

Mais les Magnette et compagnie qui fustigent le CETA, voudraient nous faire croire que nous serions mieux protégés par les lois belges ou européennes actuelles que par les règlements instaurés par le CETA ou le TTIP... Pourtant les licenciements,

la course aux profits, l'exploitation accrue, la réduction des pensions, la chasse aux chômeurs ne datent pas du CETA. Les pressions contre la population grecque qui a perdu 25% de son niveau de vie sous les pressions de la France et de l'Allemagne notamment, ce n'est pas le CETA !

Oui, il y a une dictature des capitalistes, parce que les patrons ont le pouvoir de licencier sans rendre de compte à personne, et de priver des milliers de travailleurs de leur salaire, tout en faisant des milliards de bénéfices ! Et il n'y a pas besoin d'être une multinationale américaine pour cela. Les Delhaize, Inbev, Bekaert, FN Herstal, Dexia (Belgium), Fortis, Ethias, KBC, UCB... n'ont rien à apprendre de Caterpillar.

Légiférer pour interdire les licenciements ? Lever le secret des affaires pour empêcher les capitalistes de prendre leurs décisions néfastes à l'insu de tous ? On ne peut pas attendre de telles mesures du PS. Au contraire, même les entreprises qui licencient peuvent compter sur les milliards d'euros d'argent public des divers plans Marshall, alors même que le gouvernement wallon fait des économies sur les dépenses indispensables pour la population.

Le show anti-CETA de Magnette ne relève nullement d'un prétendu « virement à gauche » du PS, pas même en paroles. En nous désignant constamment des ennemis extérieurs (au choix : l'Union européenne, le gouver-

nement fédéral, Merkel, les Flamands... et maintenant le CETA), en appelant au « patriotisme économique wallon », à « consommer wallon », à « entreprendre wallon », c'est le poison nationaliste que le PS répand autour de lui.

Ceux qui nous proposent de nous replier derrière les frontières, en « consommant wallon », en « produisant français », en défendant la « souveraineté britannique », « l'avantage technologique allemand » ou la « culture du travail flamand », qu'ils s'appellent Le Pen ou De Wever, Magnette ou Mélenchon, ce sont des ennemis des travailleurs. Quand ils disent défendre les intérêts nationaux (ou régionaux), il s'agit toujours des intérêts des capitalistes et seulement des capitalistes. Pour les travailleurs, le nationalisme signifie la division, il enchaîne les exploités à leurs exploités au nom d'une nationalité commune.

Les travailleurs ont leurs propres luttes à mener, leurs propres intérêts à défendre, contre ceux du patronat. Pour avoir une chance d'établir un rapport de force qui permettra de faire reculer la classe capitaliste et d'imposer des choix de société vraiment plus humains, les travailleurs doivent renouer avec le vieux mot d'ordre internationaliste du mouvement ouvrier : prolétaires de tous les pays unissons-nous ! Dans l'économie mondialisée du 21^e siècle, il a plus de sens que jamais !

Il y a 20 ans... une explosion de la solidarité ouvrière

Il y a 20 ans, le 20 octobre 1996, près de 300.000 personnes défilaient à Bruxelles pour manifester leur soutien aux parents dont les enfants avaient été victimes de Marc Dutroux et de ses complices, mais aussi des méthodes de la justice, de la police et de la gendarmerie envers ces familles populaires.

Ce que les médias ont moins rappelé, c'est que cette marche s'est produite après une semaine de débrayages dans les entreprises.

Marc Dutroux a été arrêté en août 1996. Mais pour ses victimes Julie, Melissa, An et Eefje, enlevées plus d'un an plus tôt, c'était trop tard.

Face à la lenteur de l'enquête et des nombreuses omissions, bien des gens dans l'entourage des familles qui se mobilisaient et faisaient appel au soutien de la population, étaient convaincus que s'il s'était agi d'enfants de riches, bien d'autres moyens auraient été déployés. Une méfiance généralisée s'était installée face aux appareils d'Etat qui semblaient avoir des choses à cacher.

La goutte qui fit déborder le vase arriva quand, le 14 octobre, le juge Connerotte fut dessaisi de l'affaire. Le fait qu'il avait participé à une soirée spaghetti organisée par une association de parents d'enfants disparus, servit de prétexte pour invoquer un « conflit d'intérêts » et mettre en doute son « impartialité ». Mais combien de juges dinent régulièrement avec des familles bourgeoises qu'ils sont pourtant parfois amenés à juger ?!

La réaction fut immédiate. Dès le lendemain, les travailleurs de Volkswagen à Bruxelles débrayèrent spontanément, malgré les tentatives des délégués syndicaux de les freiner, et se rendirent en cortège au palais de justice. Dans les heures et jours qui ont suivi, leur exemple fit école dans de très nombreuses entreprises du privé comme du public, en Flandre comme en Wallonie. Les chaînes de production s'arrêtaient, des manifestations s'organisaient.

Et les travailleurs se retrouvèrent pour discuter de la situation. Ces discussions allaient d'un simple sentiment humain de compassion pour les parents jusqu'à dénoncer la justice de classe et la situation générale, marquée déjà par les licenciements et le chômage.

Cette situation explosive où tout d'un coup, les travailleurs s'étaient invités sur la scène politique, a, pendant un moment, paralysé de peur le gouvernement. Le premier-ministre d'alors, Jean-Luc Dehaene, s'est tu pendant plusieurs jours, sachant que, peu importe leur contenu, ses paroles ne pouvaient qu'aggraver encore la colère et le sentiment de méfiance

envers le pouvoir et l'Etat.

En fait, la Marche blanche a servi à éloigner la colère des entreprises où elle était la plus menaçante pour la bourgeoisie. La couleur blanche devait garantir que cette colère ne s'exprime pas politiquement, ni contre le pouvoir, ni contre le patronat. Mais de fait, la colère était politique, c'était une colère de classe. Et tous ne sont pas venus en blanc. Dans certaines entreprises, notamment Volkswagen, des travailleurs s'étaient rendus ensemble à la marche, habillés en bleu de travail.

D'avoir pu entrevoir à cette occasion la force potentielle des travailleurs, unis entre Flamands, Wallons et Immigrés, a été aussi un facteur encourageant pour les travailleurs de Renault Vilvorde et des Forges de Clabecq quand, peu de temps après, ils ont dû s'engager dans la lutte contre la fermeture de leur entreprise.

Quelle sera la prochaine étincelle qui débouchera sur une réaction massive de la classe ouvrière? Nul ne le sait, mais quand cela se produira, il faut qu'il y ait des militants qui aident le sentiment de classe à devenir une conscience de classe qui permettra aux travailleurs de faire reculer efficacement et durablement la classe patronale et d'affronter son Etat!



Ci-dessus:
des ouvriers
débrayent et vont
manifester leur
colère au palais de
justice.



Ci-contre:
la marche blanche